|  |  |
| --- | --- |
| Royaume du Maroc  Ministère de L’intérieur  Préfecture de Salé  Commune de Salé  Direction Générale des Services  DTAU | logo CS 2019.png |

**BUDGET D’EQUIPEMENT**

**REGLEMENTT DE CONSULTATION**

**APPEL D’OFFRES OUVERT NATIONALSUR OFFRES DE PRIX**

**N°21/CS/2024**

**Objet :**

**TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE**

**« COMMUNE DE SALE ».**

**Imputation Budgétaire**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Chapitre*** | ***Article*** | ***Paragraphe*** | ***Ligne*** | ***Rubrique*** |
|  |  |  |  |  |

Marché Passé par appel d’offres ouvert **NATIONAL** sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19, l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article 19 et paragraphe 1 de l’article 20 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8 mars 2023 relatif aux marchés publics.

**SOMMAIRE**

**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

**ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

**ARTICLE 3 : MAITRE D’OUVRAGE**

**ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

**ARTICLE 8 :MODIFICATION DANS LE DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

**ARTICLE 9 : RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D’ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS**

**ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 12 :** **EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES**

**ARTICLE 13 : CRITERES D’EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES**

**ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS**

**ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

**ARTICLE 16 : LANGUES DE REDACTION DES PIECES DU DOSSIER**

**ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

**ARTICLE 1 :** **OBJET DU REGLEMENT** **DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l’appel d’offres ouvert national sur offres de prix ayant pour objet : **Travaux de signalisation horizontale et verticale - Commune de Salé**

Il a été établi en vertu des dispositions de l’article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l’article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

**ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d’offres concerne un marché lancé en lot unique.

**ARTICLE 3 : MAITRE D’OUVRAGE**

Le maître d’ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d’offres est **la Commune de Salé** représentée par son Président en qualité d’ordonnateur.

En l’application de l’article 4 paragraphe 12 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, qui stipule que le maître d’ouvrage : l’autorité compétente ou toute personne désignée par elle en vertu d’une décision à l’effet d’assurer la préparation, la passation et l’exécution des marchés publics au nom et pour le compte de.la commune de Salé.

**ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de **l’article 27 du décret n°2-22-431**précité :

**1**-Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d’offres les personnes physiques ou morales qui :

* Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
* Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
* Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
* Exercent l’une des activités en rapport avec l’objet du marché.

**2-** Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

* Les personnes en liquidation judiciaire ;
* Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l’autorité judiciaire compétente ;
* Les personnes visées à l'article 65 de la loi organique n° 113-14 relative aux communes promulguée par le dahir n° 1-15-85 en date du 20 ramadan 1436 (7 juillet 2015) pour les marchés des communes.
* Les personnes ayant fait l’objet d’une décision d’exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l’article 152 du décret des marchés publics ;
* Les personnes qui représentent plus d’un concurrent dans une même procédure de passation des marchés
* Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l’appel d’offres considéré ;
* Les titulaires des marchés publics ayant fait l'objet de résiliation au tort de l'entreprise pour les marchés d’achèvement y afférents.

**ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l’article 28 du décret 2-22-431précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

**A-Un dossier administratif comprenant :**

1. **Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :**
2. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
   * S’il s’agit d’un auto-entrepreneur ou d’une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n’est exigée ;
   * S’il s’agit d’un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas

* Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu’il agit au nom d’une personne physique ;
* Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l’original du procès-verbal de l’organe compétent lui conférant le pouvoir d’agir au nom de cette société ;
* L’acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
* S’il s’agit d’une coopérative ou d’une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives

1. La déclaration sur l’honneur (selon le modèle 9-1 prévu par l’arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l’Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 ( 3 juillet 2023) pris pour l’application de l’article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;
2. La constitution du cautionnement provisoire ou l’attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d’une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l’arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l’économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement.
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

1. La convention constitutive du groupement prévue à l’article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.
2. **Pour le concurrent auquel il est envisagé d’attribuer le marché, dans les conditions fixées à l’article 43 du décret 2-22-431précité :**
3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu à l’article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
4. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l’organisme concerné ;

**La date de production, au maître d’ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l’appréciation de leur validité.**

1. Une copie du certificat d’immatriculation au registre de commerce **(modèle 9)** pour les personnes assujetties à l’obligation d’immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

* **Pour les coopératives ou union des coopératives** :

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par l’administration compétente du lieu d’imposition certifiant que la coopérative ou l’union de coopérative est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu’il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle la coopérative ou l’union de coopérative est imposée.

* **Pour l’auto entrepreneur** : Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par l’administration compétente du lieu d’imposition certifiant que l’auto entrepreneur est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu’il a constituée des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle l’auto entrepreneur est imposé.

d) Des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l’exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, **le cas échéant** ;

Lorsqu’il s’agit d’un groupement, chaque membre dudit groupement doit produire toutes les pièces précitées.

**B- un dossier technique comprenant :**

Les concurrents devront fournir une copie légalisée (certifiée conforme à l’original) du certificat de qualification et de classification :

Il est exigé pour le présent appel d’offres le secteur, la classe minimale et les qualifications suivantes :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Secteur** | **Classe** | **Qualifications exigées** |
| **X : Signalisation et équipements de sécurité** | **Classe 2** | **X1 : Travaux de signalisation horizontale**  **X2 : Travaux de signalisation verticale et équipements de sécurité** |

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement y compris le mandataire doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s’engage.

En cas de groupement solidaire, le mandataire doit justifier la ou les qualifications et la classe requises. Les autres membres doivent justifier individuellement au moins la ou les qualifications exigées et la classe immédiatement inférieure à la classe requise.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du I-A du présent article une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 27 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ; La date de production au maître d’ouvrage des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**C - Une offre financière comprenant :**

Les dossiers présentés, par les concurrents doivent comporter outre les dossiers administratif et technique visés ci-dessus, une offre financière comprenant :

* **L'acte d’engagement :** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. il est établi en un seul exemplaire. Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dument habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431relatif aux marchés publics, il doit être signe soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement sous forme de procuration du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également précises le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

* **Le bordereau des prix-détail estimatif (B.P.D.E):** pour les marchés à prix unitaires dont les modèles figurent dans le dossier d'appel d'offres

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**ARTICLE 6 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

1. **Contenu des plis électronique des concurrents**

Conformément à l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, **les plis doivent être déposés électroniquement** par le concurrent.

Les plis sus-indiqués doivent comporter :

* Un dossier administratif précité (Cf. article 5-A ci-dessus) ;
* Un dossier technique précité (Cf. article 5-B ci-dessus) ;
* Une offre financière comprenant : (Cf. article 5-C ci-dessus) ;

1. **Présentation des dossiers des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

* Les concurrents doivent présenter leurs dossiers par voie électronique, toutes les pièces contenues dans chacune des enveloppes prévues ci-après ; Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l’enveloppe électronique conformément aux conditions du portail des marchés publics.
* Les pièces contenues dans chacune des enveloppes doivent être **signées électroniquement et séparément** par le concurrent ou son représentant, à l'exception des pièces dématérialisées.
* Les plis des concurrents sont chiffrés par le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail.
* Les plis sont déposés, par le concurrent ou la personne dument habilité, à le représenter dans la procédure de passation du marché, moyennant le certificat de signature électronique selon les modalités visées à l'article 6 de l'arrêté sus-indiqué.
* Le dépôt des plis l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et celles de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.
* La signature électronique s'effectue au moyen d'un certificat de signature électronique délivré par l'autorité agrée conformément à la législation et la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l’article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l’arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l’Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient deux enveloppes électroniques distincts :

1. **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
2. **La deuxième enveloppe**contient l’offre financière du concurrent, Elle doit être chiffrée par le portail des marchés publics et intitulée "offre financière"

NB: les pièces sus mentionnées sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant.

**ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

Conformément aux dispositions de l’article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d’appel d’offres comprend :

* + Une copie de l’avis d’appel d’offres en arabe et en français, tels que prévus à l’article 23 du décret n°2-22-431 précité ;
  + Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
  + Le modèle de l’acte d’engagement visé à l’article 30 du décret n° 2-22-431 précité
  + Le modèle du bordereau des prix et du détail estimatif,
  + Le modèle de la déclaration sur l’honneur ;
  + Le présent règlement de la consultation.

**ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

***Conformément aux dispositions de l’article 22 § 7 du décret n° 2.22.431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d’appels d’offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l’objet du marché.***

Si ces modifications sont introduites dans le dossier d’appel d’offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier suffisamment à l’avance et en tout cas avant la date d’ouverture prévue pour la réunion de la commission d’appel d’offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d’ouverture prévue pour la réunion de la commission d’appel d’offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §7 de l’article 22 du Décret précité.

**ARTICLE 9 :** **RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l’heure fixés pour la séance d’ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s’effectue au moyen du même certificat électronique ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives audit retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues au présent chapitre IV de l’Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l’économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics et avant la date limite de remise des plis.

**ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D’ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS**

Conformément aux dispositions de l’article 25 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité ;

Tout concurrent peut demander au maître d’ouvrage, par lettre transmise par voie électronique ou par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l’appel d’offres ou les documents y afférents. Cette demande n’est recevable que si elle parvient au maître d’ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d’ouverture des plis.

Le maître d’ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d’information ou d’éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d’ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d’ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d’appel d’offres et aux membres de la commission d’appel d’offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L’identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

**ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l’article 34 du Décret n° 2-22-431 précité, et l'article 9 de l’arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l’Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431, les plis des concurrents sont déposer par voie électronique sur le portail des marchés publics de l’Etat (www.marchespublics.gov.ma);

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l’heure fixée par l’avis d’appel d’offres pour la séance d’ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l’heure fixés ne sont pas admis.

**ARTICLE 12:EVALUATIONS DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES**

L’évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l’article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

**ARTICLE 13 : CRITERES D’EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES**

Les concurrents retenus à l’issu de l’évaluation des dossiers administratifs, techniques ; seront jugées conformément aux dispositions de l’article 43 et 44 du Décret n° 2-22-431 précité, l’offre financière à retenir par la commission d’appel d’offres est celle économiquement la plus avantageuse qui s’entend de l’offre la mieux disante par rapport au prix de référence.

**ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l’article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l’article 14 de l’arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l’Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023), tout pli déposé ou reçu électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l’heure fixés pour la séance d’ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l’objet d’une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d’ouvrage. La date et l’heure du retrait sont enregistrées par le maître d’ouvrage sur le registre spécial visé à l’article 4 du présent décret.

